

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE





# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



## Commandes

Pour commander des exemplaires du *Profil de pays - République centrafricaine*, veuillez contacter :

Section de publications  
Commission économique pour l'Afrique  
B.P. 3001  
Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900  
Télécopie: +251-11-551-4416  
Adresse électronique: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)  
Web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : [www.uneca.org/publications](http://www.uneca.org/publications)

© 2016 Commission économique pour l'Afrique  
Addis-Abeba, Éthiopie  
Tous droits réservés  
Premier tirage : mars 2016

ISBN : 978-99944-68-34-8

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

### Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Remerciements	v
La République centrafricaine en bref	vii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	2
3. Performances économiques	7
3.1. Croissance économique et performances sectorielles	7
3.2 Politique budgétaire	8
3.3 Inflation et politique monétaire	10
3.4 Compte courant	11
3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement	11
4. Développement social	13
4.1 Dynamique démographique	13
4.2 Pauvreté et emploi	13
4.3 Santé	14
4.4 Éducation	15
4.5 Fiche d'évaluation de l'égalité des sexes de la Commission de l'Union africaine*	17
5. Principaux défis	18
5.1 Tirer les leçons des expériences du Libéria et de la Sierra Leone	18
5.2 L'indispensable appui de la communauté internationale	19
5.3 Principales recommandations pour la reconstruction post-conflit en République centrafricaine	19
6. Conclusion	21
7. Évaluation de la qualité des données nationales	22
Références bibliographiques	23

### Liste des encadrés

Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique: République centrafricaine (RCA)	4
Encadré 2: Prévisions pour l'économie de la République centrafricaine	9

### Liste des figures

Figure 1: Croissance du PIB en RCA en zone Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEMAC) et en Afrique	2
Figure 2: Parts sectorielles dans le PIB et taux de croissance des principaux sous-secteurs d'activité en 2014	7
Figure 3: Parts relatives des agrégats de la demande par rapport au PIB et taux de croissance en 2014	8
Figure 4: Taux d'inflation 2011-2015 en %	10
Figure 5: Solde du compte courant en % du PIB 2011-2015	11
Figure 6: Structure du commerce extérieur (2014)	12
Figure 7: Flux nets d'IDE entrant en RCA en millions de dollars (2010-2014)	12
Figure 8: Population de la RCA, en millions d'habitants	13
Figure 9: Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB réel par habitant en %	13
Figure 10: Taux de mortalité néonatale et infantile (pour 1000 naissances vivantes)	15
Figure 11: Taux net de scolarisation du primaire /secondaire et taux d'alphabétisation de 15-24 ans	16

### Liste des tableaux

Tableau: Finances publiques de la République centrafricaine (en pourcentage du PIB)	10
---	----

## REMERCIEMENTS

L'objectif de la série de profils de pays publiés par la Commission économique pour l'Afrique est de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région en vue d'une transformation économique qui favorisera une croissance soutenue et un développement social durable, renforcera l'intégration régionale et facilitera la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le résultat de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la Commission et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la République centrafricaine a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique, chargée de la diffusion du savoir, et a été rédigé sous la supervision générale d'Émile Ahohe, Directeur du Bureau sous-régional de la Commission en Afrique centrale. L'équipe de rédaction était coordonnée par Mamadou Malick Bal et comprenait Ghitu-I-Mundunge, Zhiyuan Qian, Abel Akara et Laurent d'Aronco.

Le profil de pays a bénéficié d'importantes contributions de la part de la Banque des États de l'Afrique centrale.

Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la Commission a fourni des observations et des contributions précieuses.

Nous tenons également à remercier le Professeur Désiré Avom pour ses critiques d'expert, et *Open Data Watch* pour l'examen et l'analyse des données.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA pour l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

# LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE EN BREF

Informations générales		Classements	
Sous-région	Afrique centrale	Indice de développement humain (Programme des Nations Unies pour le développement)	187/188 (2014)
Langue officielle	français, sangho	Indice des inégalités entre les sexes (Programme des Nations Unies pour le développement)	147/155 (2014)
Monnaie	franc CFA	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (Fondation Mo Ibrahim)	52/54 (2014)
Capitale	Bangui	Indice de la facilité à faire des affaires (Banque mondiale)	185/189 (2015)
Appartenance à une/des communauté(s) économique(s) régionale(s)	Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)	Indice de perception de la corruption (Transparency International)	24/168 (2015)



## Croissance économique

L'économie de la République centrafricaine s'est légèrement redressée en 2014, affichant un taux de croissance de 0,5 %, après s'être effondrée avec une croissance de -37,8 % en 2013. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'établirait à 6,6 % en 2015. Les difficultés de la République centrafricaine à opérer une véritable transformation structurelle de son économie sont reflétées dans la prépondérance des secteurs primaire et tertiaires dans le PIB, lesquels sont dominés respectivement par l'agriculture et les services traditionnels.



## Politique budgétaire

Sur l'ensemble de l'année 2015, les recettes totales augmenteraient de 53,8 % et représenteraient 6,7 % du PIB. Le total des dépenses s'inscrirait en hausse de 90,3 % en 2015, en relation avec l'accélération des dépenses courantes liée à l'organisation des élections et la restauration des services administratifs.



## Politique monétaire

En 2014, les pressions inflationnistes se sont renforcées en raison essentiellement de l'insuffisance de l'offre des produits alimentaires sur le marché, dans un contexte de crise sociopolitique persistante. Le taux d'inflation annuel s'est situé à 17,8 %. Le redressement attendu de la production locale de denrées alimentaires et le repli des cours internationaux du pétrole feraient reculer l'inflation à 6 % en 2015.



## Compte courant

Le déficit courant se creuserait davantage, à -9,6 % du PIB en 2015. Profitant de la levée partielle de l'embargo sur le diamant et de la sécurisation progressive des zones de production agricole, les exportations augmenteraient de 31,8 % en 2015.



## Investissement direct étranger

Les investissements directs étrangers, après la baisse brutale de 70 millions de dollars en 2012 à 1,85 million de dollars en 2013 liée à la guerre civile, n'ont augmenté que timidement en 2014, pour se situer à 3,48 millions de dollars. La France, le Japon et la Chine sont les principaux pays qui investissent en République centrafricaine.





### **Dynamique démographique**

La population de la République centrafricaine est estimée à 4,9 millions d'habitants en 2015, avec un taux d'accroissement naturel de 2,0 % et une densité moyenne de 7,9 habitants au km<sup>2</sup>. Cette population en grande partie rurale (60 % de la population) est constituée en majorité de jeunes.



### **Pauvreté**

La proportion de la population disposant d'un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour était de 62,8 % en 2008 dont la grande majorité en milieu rural. Avec 37,6 % de sa population dénutrie en 2013 la République centrafricaine a le taux le plus élevé en Afrique centrale.



### **Emploi**

Le taux de chômage élevé et l'absence de réelles opportunités sont aggravés par la structure démographique du pays, près de 70 % de la population ayant moins de 15 ans. Cette structure démographique est caractérisée par la prédominance des jeunes dont le taux de chômage est de 14,2 % en 2012.



### **Santé**

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, pour 1 000 naissances vivantes est de 139,2 en 2013. Le taux de prévalence du VIH/sida dans la population adulte (15-49 ans) pour l'année 2013 était de 3,8 % contre 3,6 % en 1990.



### **Éducation**

Le taux net de scolarisation garçons et filles confondus dans le primaire est passé de 49,6 % entre 2000 et 2005 à 72,2 % en 2012. Pour l'année 2013, les dépenses publiques allouées à l'éducation ont représenté seulement 1,23 % du PIB, bien loin des normes internationales.



### **Fiche d'évaluation de l'égalité des sexes de la Commission de l'Union africaine**

Les femmes ne représentent que 12,5 % des membres de la Chambre basse du Parlement, tandis que le taux brut de scolarisation dans le secondaire est de seulement 12,1 % pour les filles, contre 23,6 % pour les garçons. Par ailleurs, le pays a presque atteint la parité en ce qui concerne le marché du travail, avec un taux d'activité des femmes de 80,5 %, contre 94,2 % pour les hommes.



## VUE D'ENSEMBLE

Depuis son indépendance en 1960, la République centrafricaine est régulièrement confrontée à des crises sociopolitiques dont la plus récente, qui date de décembre 2012, a conduit le pays dans une guerre civile. Cette situation explique la forte dégradation des indicateurs macroéconomiques et sociaux au cours des dernières années. Le taux de croissance du PIB réel s'est effondré en 2013 à -37,8 %, contre 3,9 % en 2012, avant de repartir timidement pour se situer à 0,5 % en 2014. Cette reprise est consécutive à la relative accalmie sur le plan sécuritaire. La situation sécuritaire s'est améliorée en partie grâce à l'organisation des élections. Le retour progressif des populations déplacées se traduisant par la reprise progressive de la production agricole explique la forte augmentation de la croissance attendue de 6,6 % en 2015.

Les conditions sociales et humanitaires qui se sont fortement dégradées au plus fort de la crise politique demeurent difficiles, avec un nombre toujours élevé de la population fuyant la capitale et vivant dans l'insécurité alimentaire ainsi que

des difficultés persistantes d'accès aux services sociaux de base. Compte tenu de l'effondrement du tissu social et institutionnel qui a rendu difficile la collecte de l'impôt, le pays est devenu tributaire des ressources extérieures pour financer les dépenses budgétaires de même que celles liées à l'organisation des élections présidentielles et législatives. Mais au-delà de la tenue des élections, c'est de la mise en place d'un véritable programme de reconstruction post-conflit soutenu par l'extérieur que dépendra le relèvement du pays.

Ainsi le principal défi que devra relever la République centrafricaine est celui d'un retour à la paix durable, après plus de trois ans d'instabilité politique ayant gravement affecté son tissu économique, institutionnel et social. La bonne tenue des élections présidentielles et législatives sera déterminante pour la stabilité du pays, le retour des populations déplacées et le regain d'intérêt des investisseurs étrangers. Il est par conséquent nécessaire de restaurer l'autorité de l'État sur l'étendue du territoire et d'améliorer le climat sécuritaire.

# 2

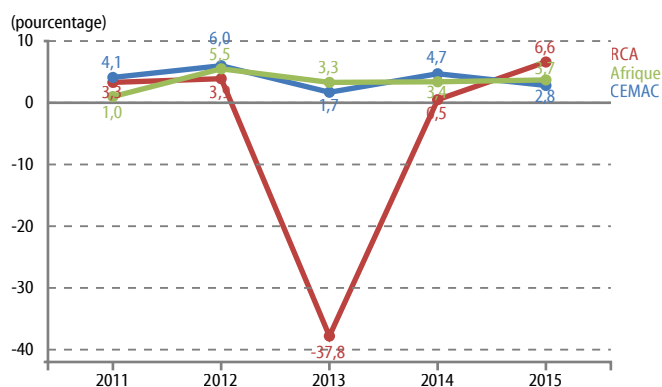
## CONTEXTE NATIONAL ET SOUS-RÉGIONAL

Avec un PIB nominal estimé à 834,3 milliards de francs CFA en 2014, la République centrafricaine est la plus petite économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, dont elle représente environ 2 % du PIB total. Après avoir enregistré une croissance négative de 37,8 % en 2013, en conséquence de la crise politique, l'activité économique de la République centrafricaine s'est légèrement redressée en 2014 avec un taux de croissance de 0,5 %. Cette reprise s'explique par l'amélioration de la situation politique et sécuritaire qui a eu un impact positif notamment sur le secteur agricole, principal contributeur au PIB. La croissance économique devrait se renforcer en 2015 en s'établissant à 6,6 % en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire et de la tenue des élections présidentielles et législatives. La croissance de la République centrafricaine devrait passer en fin 2015 au-dessus de la moyenne de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et de celle de l'Afrique.

Il convient de relever que malgré ce redressement de l'activité économique en 2014, le cadre macroéconomique est caractérisé par le non-respect de la plupart des critères de convergence de la surveillance multilatérale notamment ceux relatifs au taux d'inflation, au solde primaire de base, et à l'accumulation des arriérés sur la gestion courante.

L'engagement de la communauté internationale et des institutions sous-régionales (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et

**Figure 1: Croissance du PIB en RCA en zone CEMAC et en Afrique**



Source: Banque des États de l'Afrique centrale, 2015; Fonds monétaire international, 2015.

Communauté économique des États de l'Afrique centrale<sup>1</sup>) en faveur de la résolution de la crise centrafricaine s'est accru en 2014. La coopération économique avec la République centrafricaine s'est ainsi renforcée, notamment à travers le redémarrage des activités des principaux partenaires techniques et financiers (Union européenne, Banque africaine de développement, Banque mondiale, Fonds monétaire international et France). Plusieurs projets et programmes d'intégration sous-régionale, financés par les bailleurs de fonds, ont également repris plus avant en 2014 grâce à la levée de la suspension de la coopération internationale

<sup>1</sup> La République centrafricaine est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Communauté des États sahélo-sahariens.

intervenue à la suite de la prise du pouvoir par les rebelles en mars 2013.

Les actions entreprises par la communauté internationale pour sécuriser le principal corridor routier Bangui-Douala ont favorisé la reprise des activités de transport et de commerce avec l'extérieur<sup>2</sup>. Cependant, le commerce extérieur du pays continue à souffrir à la fois de la situation difficile des principaux secteurs d'exportation (diamant et bois) et de la dépendance à l'égard des importations des biens alimentaires et des produits pétroliers.

La République centrafricaine reste encore contrainte par le processus de Kimberley<sup>3</sup> qui interdit l'exportation de diamants. Toutefois en août 2015 les membres du processus de Kimberley ont décidé de lever partiellement l'embargo sur les exportations de diamants de la République centrafricaine. L'embargo avait été imposé en mai 2013, deux mois après que le groupe rebelle Seleka<sup>4</sup> a destitué le Président Bozizé. Diverses milices sont ensuite entrées en compétition pour contrôler l'extraction et les canaux d'exportation du diamant en vue de soutenir l'effort de guerre et les activités illégales connexes. L'embargo a immédiatement mis fin aux exportations légales de diamants bruts en provenance de la République centrafricaine mais s'est aussi traduit par une chute des recettes fiscales. La décision d'alléger l'embargo a permis au Gouvernement d'augmenter les recettes fiscales. Les exportations reprennent progressivement et une surveillance accrue est nécessaire pour s'assurer que les diamants provenant de zones de conflit ne s'infiltreront pas dans le circuit officiel de commercialisation.

En dépit de son engagement politique et de sa position géostratégique en Afrique centrale, le pays ne tire pas assez profit de l'intégration régionale. Les exportations vers la région n'ont progressé que de 5,2 % sur la période 2003-2010, contre une hausse moyenne de 13,5 % pour les autres pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Banque africaine de développement, 2015). La fragilité politique du pays, l'insuffisance et surtout la mauvaise qualité des infrastructures de transport et la détérioration du climat des affaires expliquent pour une large part cette faible performance et représentent autant d'obstacles à la transformation structurelle de l'économie.

<sup>2</sup> La République centrafricaine est un pays enclavé sans accès à la mer. De ce fait, elle dépend du corridor Douala-Bangui long de 1 500 km par lequel transite l'essentiel de ses échanges avec l'extérieur.

<sup>3</sup> Le processus de Kimberley est un régime international de certification des diamants bruts, qui réunit gouvernements et industriels du diamant, dans l'objectif d'éviter de négocier sur le marché mondial, l'achat des diamants présentés par des mouvements rebelles dans le but de financer leurs activités militaires.

<sup>4</sup> La Seleka, qui signifie « Coalition » en sango, est une coalition constituée en août 2012 de partis politiques et de forces rebelles opposés au Président François Bozizé.

### Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique: République centrafricaine

L'indice d'intégration régionale en Afrique vise à déterminer dans quelle mesure chaque pays africain respecte les engagements pris dans le cadre de mécanismes d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. Il s'agit d'un projet élaboré conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique. L'indice couvre les dimensions suivantes: i) la libre circulation des personnes; ii) l'intégration commerciale;

iii) l'intégration productive (développement de chaînes de valeurs régionales); iv) les infrastructures; et v) l'intégration financière et la convergence des politiques macroéconomiques. Une description technique de l'indice se trouve sur le site de la Commission économique pour l'Afrique à l'adresse: [www.uneca.org](http://www.uneca.org).

La section ci-dessous donne un aperçu pour certains indicateurs.

**Performance globale** - 5<sup>e</sup> rang dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) (score: 0,51). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (score: 0,66). 21<sup>e</sup> rang dans la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) (score: 0,30)\*.

Libre circulation des personnes- 2<sup>e</sup> rang dans la CEEAC (score: 0,66). Le pays le plus performant dans la CEEAC est Sao Tomé-et-Principe (score: 0,7). 22<sup>e</sup> rang dans la CEN-SAD (score: 0,27).

Intégration commerciale- 6<sup>e</sup> rang dans la CEEAC (score: 0,52). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (score: 0,98). 20<sup>e</sup> rang dans la CEN-SAD (score: 0,18).

Intégration productive- 9<sup>e</sup> rang dans la CEEAC (score: 0,07). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Burundi (score: 0,84). 26<sup>e</sup> rang (ex-aequo) dans la CEN-SAD (score: 0,00).

Infrastructures - 8<sup>e</sup> rang dans la CEEAC (score: 0,40). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Congo (score: 0,69). 23<sup>e</sup> rang dans la CEN-SAD (score: 0,12).

Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques- 4<sup>e</sup> rang dans la CEEAC (score: 0,89). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Gabon (score: 1). 9<sup>e</sup> rang dans la CEN-SAD (score: 0,94).

#### Libre circulation des personnes

Les pays africains sont notés sur la base de deux indicateurs de cette dimension de l'indice d'intégration régionale en Afrique: la proportion des protocoles ratifiés au niveau des communautés économiques régionales sur la libre circulation des personnes et le nombre d'autres pays africains dont les ressortissants sont autorisés à y entrer sans visa ou munis d'un visa d'entrée. La République centrafricaine obtient des résultats insuffisants dans cette dimension. Selon les sources consultées, elle ne permet qu'aux ressortissants de quatre autres pays africains d'y entrer sans visa ou munis d'un visa d'entrée. Toutefois, en raison d'une performance faible des autres pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la République centrafricaine est bien classée dans cette dimension en termes de son intégration

avec cette communauté économique régionale. La République centrafricaine a ratifié l'instrument pertinent de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale sur la libre circulation des personnes (Commission économique pour l'Afrique, Banque africaine de développement et Commission de l'Union africaine, 2012; Commission économique pour l'Afrique, Commission de l'Union africaine et Banque africaine de développement, 2013; Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine, 2015).

#### Intégration commerciale

L'indice comprend trois indicateurs de l'intégration commerciale, c'est-à-dire les tarifs moyens appliqués sur les importations au sein des communautés économiques régionales, les importations et les exportations de biens au sein de ces mêmes

communautés. Le commerce des services n'y est pas compris en raison d'un manque de données sur le commerce intra-africain des services. Il ressort de l'examen de ces indicateurs que la République centrafricaine applique des droits de douane élevés aux importations en provenance de la Communauté des États sahélo-sahariens, avec un tarif moyen appliqué de 17 % sur la base des données les plus récentes disponibles; toutefois, elle applique un tarif zéro aux importations en provenance de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Division de statistique de l'ONU, 2015; Centre du commerce international

La République centrafricaine obtient également de faibles résultats pour ce qui est de la facilité de transport des marchandises à travers les frontières, occupant l'avant-dernier rang, devant le Soudan du Sud. Bien que la République centrafricaine soit un pays enclavé, il est frappant de constater que tous les autres pays enclavés d'Afrique (excepté le Soudan du Sud) obtiennent de meilleurs résultats sur ce plan.

Le commerce de la République centrafricaine avec le reste des communautés économiques régionales dont elle est membre est également faible. Les importations de ce pays en provenance de la Communauté des États sahélo-sahariens ne représentent que 0,2 % de son PIB, tandis que ses importations en provenance de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ne représentent que 0,8 % de son PIB. De même, les exportations de la République centrafricaine (hormis les réexportations) vers le reste de la Communauté des États sahélo-sahariens correspondent à environ 0,2 % de son PIB, alors que ses exportations vers la Communauté économique des États de l'Afrique centrale correspondent également à environ 0,2 % de son PIB.

#### *Intégration productive*

Comme pour la plupart des pays africains, le commerce de la République centrafricaine n'est pas

très complémentaire avec celui des membres de la même communauté économique régionale, ce qui indique que sa production n'est pas très spécialisée pour s'intégrer dans des chaînes de valeur régionales\*\*. La République centrafricaine se classe parmi les quinze derniers pays africains en termes d'indice de complémentarité du commerce de marchandises de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

L'indice en question mesure également l'intégration productive en examinant le commerce intra-régional de biens intermédiaires. Compte tenu de son faible niveau d'intégration commerciale, la République centrafricaine est faiblement intégrée au reste des communautés économiques régionales dont elle est membre. Ce pays n'a importé que l'équivalent de 0,2 % de son PIB en biens intermédiaires et d'équipement de la Communauté des États sahélo-sahariens en 2013, se classant avant-dernier des membres pour lesquels des données étaient disponibles, et loin derrière la Côte d'Ivoire, pour laquelle la statistique équivalente est de 13 %. De même, les importations de biens intermédiaires et d'équipement de ce pays en provenance de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale n'ont représenté que 0,7 % de son PIB en 2013, derrière Sao Tomé-et-Principe (13 %), le Tchad (3 %) et le Congo (2 %).

En ce qui concerne les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement, la République centrafricaine est également faiblement intégrée. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement de ce pays vers les pays de la Communauté des États sahélo-sahariens ne se sont élevées qu'à 0,25 % de son PIB en 2013, loin derrière la Côte d'Ivoire qui était à 10 % et le Niger, à 8 %. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement de la République centrafricaine vers la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont représenté environ 0,4 % de son PIB la même année; ces données sont inférieures à celles du

Cameroun où elles ont représenté environ 1,6 % du PIB (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2015; Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine, 2015a).

#### **Infrastructures**

L'intégration de la République centrafricaine au reste de sa région sur le plan des infrastructures est faible, puisqu'elle est classée dans le tiers inférieur des pays africains sur cette dimension. Sur la base des plus récentes données disponibles (2013), la bande passante Internet de la République centrafricaine par habitant d'environ 0,01 mégabit par seconde par personne est la quatrième plus faible sur le continent. Et la République centrafricaine a aussi la huitième plus faible capacité de production nette d'électricité par habitant en Afrique.

#### **Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques**

L'indice ne comprend qu'un seul indicateur sur l'intégration financière qui mesure le nombre d'autres pays de la même communauté économique régionale avec lesquels la monnaie en question est partagée

ou convertible. Étant donné que la République centrafricaine est membre de la zone CFA, elle obtient une bonne note par rapport à cet indicateur (première place dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et au sein de la Communauté des États sahélo-sahariens, partagée avec d'autres pays membres de la zone CFA) puisque les monnaies de la plupart des autres pays africains ne sont pas officiellement convertibles entre elles.

Des informations supplémentaires relatives à la convergence des politiques macroéconomiques de la République centrafricaine peuvent être obtenues sur le site Web dédié à l'indice d'intégration régionale en Afrique.

Dans l'ensemble, la République centrafricaine réalise des résultats médiocres dans toutes les dimensions de l'intégration régionale, sauf l'intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques.

\* Un système de classification à l'échelle continentale, comparant les performances de tous les pays africains en termes d'intégration régionale, est en cours d'élaboration et sera inclus dans la prochaine mise à jour du présent profil de pays



## PERFORMANCES ÉCONOMIQUES

### 3.1. Croissance économique et performances sectorielles

L'économie de la République centrafricaine s'est légèrement redressée en 2014, affichant un taux de croissance de 0,5 %, après s'être effondrée avec une croissance de -37,8 % en 2013 en raison de la crise politique.

Du côté de l'offre, la reprise s'explique essentiellement par la bonne tenue du secteur tertiaire, en raison du développement des activités de commerce et de transport, en relation avec l'amélioration du trafic sur l'axe routier Bangui-Douala par lequel transitent les importantes marchandises. Malgré la relance de quelques activités de production de biens de consommation courante, le secteur secondaire a continué de pâtir de la dégradation du climat des affaires. Le secteur primaire a enregistré une croissance négative, suite à la baisse de la production de diamant, de bois, de coton et de café liée à la situation d'insécurité prolongée, aux difficultés de transport et à la lenteur du retour des populations déplacées.

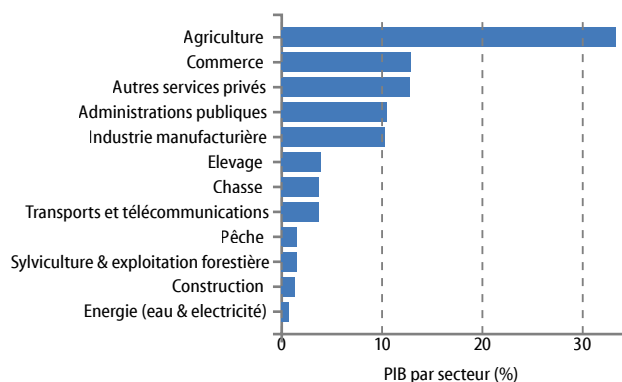
La contribution sectorielle montre la prédominance du secteur primaire qui a représenté 43,9 % du PIB en 2014, suivi pour 43,8 % par le secteur tertiaire et 12,3 % pour le secteur secondaire.

Les difficultés de la République centrafricaine à opérer une véritable transformation structurelle de son économie sont reflétées dans la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire

dans le PIB, lesquels sont dominés respectivement par l'agriculture et les services traditionnels. L'abondance de ressources en bois offre pourtant à ce pays de réelles opportunités de développer l'industrie forestière porteuse de valeur ajoutée et de créations d'emplois.

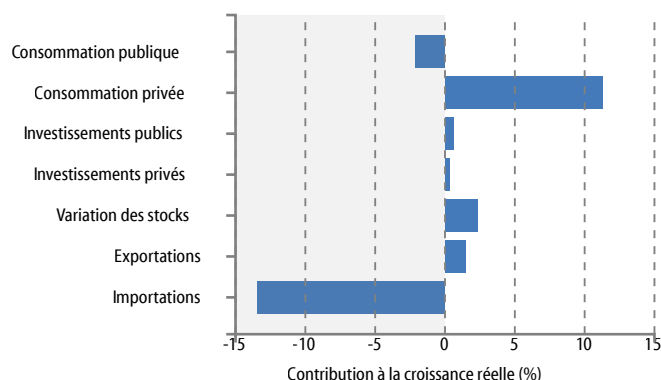
S'agissant de la demande, la croissance économique a été portée par le dynamisme de la demande intérieure. La consommation finale des ménages a été stimulée par le paiement des arriérés de salaire des fonctionnaires et la présence de troupes des forces militaires internationales, tandis que l'investissement public a tiré profit de la reprise de l'aide extérieure orientée vers le financement des projets de développement et l'action humanitaire.

**Figure 2: Parts sectorielles dans le PIB et taux de croissance des principaux sous-secteurs d'activité en 2014**



Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2015.

**Figure 3: Parts relatives des agrégats de la demande par rapport au PIB et taux de croissance en 2014**



Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2015.

L'activité économique se raffermirait davantage à la faveur de l'amélioration des conditions sécuritaires et grâce à l'appui constant des partenaires de développement. La croissance du PIB réel s'établirait à 6,6 % en 2015.

### 3.2 Politique budgétaire

En raison des difficultés persistantes de mobilisation des ressources intérieures liées à la situation d'insécurité prolongée, les recettes budgétaires ont reculé de 3,3 % en 2014 pour représenter 5 % du PIB, en légère baisse par rapport au 5,9 % du PIB enregistré l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année 2015, les recettes totales augmenteraient de 53,8 % et représenteraient 6,7 % du PIB, en relation avec la restauration du cadre de gestion des finances publiques, le soutien continu des partenaires financiers et la levée partielle de l'embargo sur les exportations de diamants dans le cadre du Processus de Kimberley. Le taux de pression fiscale s'est situé à 5,3 % en 2013, 4,5 % en 2014 et s'établirait à 5,6 % en 2015, reflétant ainsi les difficultés de l'administration fiscale à mobiliser les ressources internes pour cause de conflit.

Les dépenses totales se sont contractées de 4,3 % et ont représenté 12,8 % du PIB en 2014, à un niveau inférieur aux 15,2 % du PIB obtenu en 2013, suite au

recul de 10,2 % des dépenses courantes, alors que les dépenses en capital se sont accrues de 42 % sous l'effet de la reprise des financements extérieurs. Le total des dépenses s'inscrirait en hausse de 90,3 % en 2015 pour constituer 21,1 % du PIB, en relation avec l'accélération des dépenses courantes liée à l'organisation des élections et la restauration des services administratifs. En outre, les dépenses en capital poursuivront leur hausse bénéficiant de l'appui continu des partenaires extérieurs.

L'évolution des recettes et des dépenses entre 2013 et 2014 s'est traduite par un allègement du déficit budgétaire, base engagements hors dons, de -9,3 % à -7,8 % du PIB. La progression plus rapide des dépenses par rapport aux recettes aura pour effet une aggravation de ce solde budgétaire qui s'établirait à -14,5 % du PIB en 2015. Le critère de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale portant sur le solde budgétaire primaire, qui doit être positif ou nul, bien qu'en amélioration, n'est pas respecté par la République centrafricaine. En effet, ce solde s'est fixé à -5,1 % du PIB en 2014, contre -7,0 % en 2013, et se situerait à -4,0 % en 2015.

L'encours de la dette extérieure par rapport au PIB s'est situé à 37,2 % en 2014 contre 43,1 % en 2013. Ce déclin se poursuivrait en 2015 et cet encours s'établirait à 34,1 %. Même si la République centrafricaine apparaît comme l'un des pays les plus endettés de la sous-région, elle continue de respecter le critère de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale relatif au taux d'endettement public, lequel doit être inférieur à 70 % du PIB. Pour sa part, le ratio service de la dette/exportations de biens et services s'est accru de 6,5 % en 2013 à 8,2 % en 2014 et remonterait à 10,5 % en 2015.

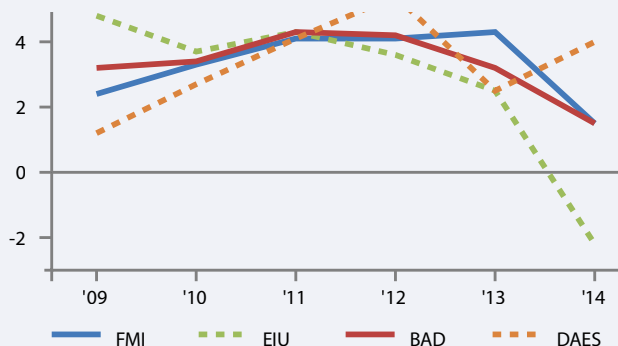
## Encadré 2: Prévisions pour l'économie de la République centrafricaine

L'évaluation de la qualité des prévisions vise à renseigner les décideurs politiques sur la pertinence des projections des agrégats macroéconomiques effectuées par les structures nationales et internationales, en vue de leur fournir des meilleures orientations dans la formulation et la mise en œuvre de leurs stratégies de développement. Les données pour réaliser l'évaluation sont issues des sources nationales et internationales. La présente analyse sur le taux de croissance économique est menée sur la base des données de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Economist Intelligence Unit (EIU) et du Fonds monétaire international (FMI) sur la période 2008-2014. Nous nous servons aussi des données du Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU sur la croissance du PIB (2001-2014). Les structures et institutions ont été classées sur la

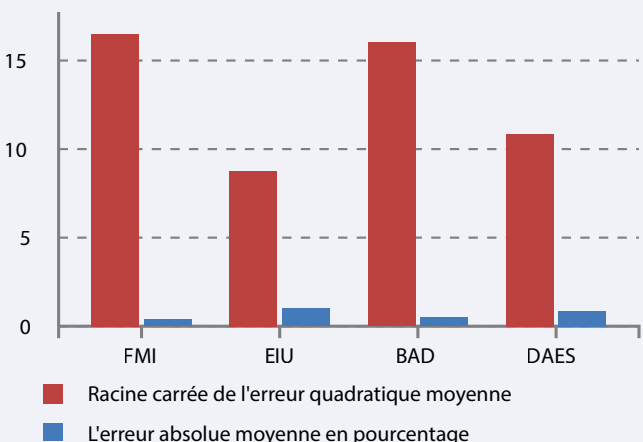
base de l'analyse des résultats issus de la technique de décomposition de Theil.

La racine carrée de l'erreur quadratique moyenne et l'erreur absolue moyenne en pourcentage sont des mesures communes pour la précision des prévisions. Plus ces mesures sont élevées, moins précises sont les prévisions. Sur cette base, l'Economist Intelligence Unit fournit de meilleures prévisions pour le taux de croissance. Cependant, globalement les précisions sur les prévisions du taux de croissance s'écartent relativement des réalisations, du fait des erreurs de prévision élevées. Potentiellement, ces résultats semblent orienter les décideurs vers le DAES pour les prévisions de taux de croissance. En outre, les erreurs de prévisions élevées sur le taux de croissance soulignent le besoin d'améliorer les techniques de prévision sur cet indicateur.

Prévision du taux de croissance du PIB (en %)



Précision des prévisions



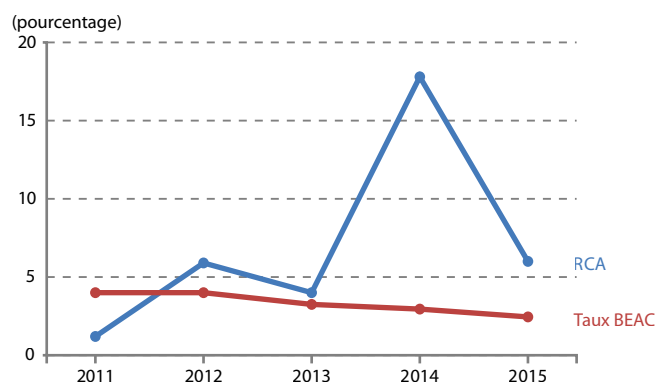
**Tableau: Finances publiques de la République centrafricaine (en pourcentage du PIB)**

	2010	2011	2012	2013	2014 estim.	2015 prév.
Recettes	10,8	9,9	10,6	5,9	5,0	6,7
Pression fiscale (impôts et taxes/PIB)	8,5	7,6	9,0	5,3	4,5	5,6
Dépenses	15,9	14,6	13,5	15,2	12,8	21,1
Solde budgétaire (base engagements hors dons), % du PIB	-5,1	-4,7	-2,9	-9,3	-7,8	-14,4
Solde budgétaire primaire	-0,3	-1,2	0,8	-7,0	-5,1	-4,0

Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2015.

### 3.3 Inflation et politique monétaire

En 2014, les pressions inflationnistes se sont renforcées en raison essentiellement de l'insuffisance de l'offre des produits alimentaires sur le marché, dans un contexte de crise sociopolitique persistante. Le taux d'inflation annuel s'est situé à 17,8 %, c'est-à-dire à un niveau très largement supérieur au seuil de 3 % prévu dans le cadre des critères de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Ce taux est également au-dessus de celui d'avant crise où le pays avait enregistré un taux d'inflation de 1,2 % et 5,9 % en 2011 et 2012 respectivement. Le redressement attendu de la production locale de denrées alimentaires et le repli des cours internationaux du pétrole feraient reculer l'inflation à 6 % en 2015.

**Figure 4: Taux d'inflation 2011-2015 en %**


Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2015.

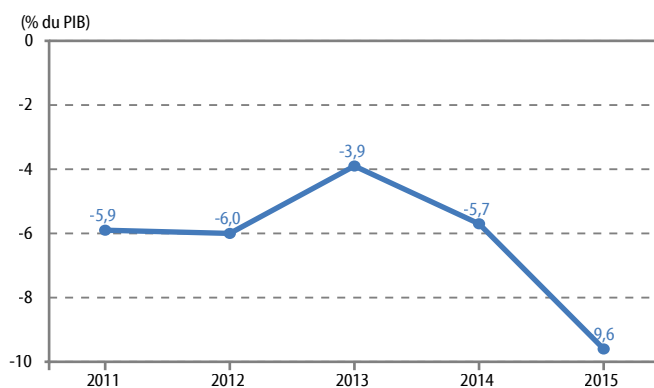
La politique monétaire de la République centrafricaine est conduite par la Banque des États de l'Afrique centrale. Au regard du comportement des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière à court terme, la Banque des États de l'Afrique centrale a décidé d'assouplir la politique monétaire de la zone ces dernières années en baissant son principal taux directeur (le taux d'intérêt des appels d'offres), successivement de 50 points en juillet 2013, de 25 points en novembre 2013, puis de 30 points en juillet 2014 et de 50 points en juillet 2015, pour passer de 4,0 % à 2,45 % sur l'ensemble de la période. Dans la même lancée, le taux d'intérêt de prise en pension et le taux des avances au Trésor qui se situaient avant juillet 2013 respectivement à 5,75 % et 4,0 % ont également subi plusieurs baisses successives dont la plus récente a eu lieu en juillet 2015, les ramenant respectivement à 4,20 % et 2,45 %. Au niveau des conditions de banque, le taux créditeur minimum des dépôts des clients est resté inchangé depuis la dernière baisse qui a eu lieu en juillet 2014 et se situe à 2,45 %. Une étude récente de la Banque des États de l'Afrique centrale visant à identifier et analyser les effets des décisions de politique monétaire sur l'activité économique et l'inflation a révélé toutefois une inefficacité quasi-totale des canaux de transmission de la politique monétaire en République centrafricaine, comme au Congo, au Gabon, au Tchad et en Guinée équatoriale (Bikai et Kenkouo, 2015).

En ce qui concerne la situation monétaire de la République centrafricaine, la masse monétaire a progressé de 14,9 % en 2014, reflétant l'accélération des avoirs extérieurs nets associée à l'afflux d'aide publique extérieure. La croissance de la masse monétaire serait de 10,8 % en 2015, suite au repli des avoirs extérieurs, au redressement des créances nettes sur l'État et au raffermissement des crédits à l'économie.

### 3.4 Compte courant

Après s'être réduit de -5,9 % du PIB en 2011 à -3,9 % en 2013, le déficit du compte courant s'est détérioré à -5,7 % du PIB en 2014. Cette évolution défavorable du compte courant s'explique par la détérioration de la balance des biens et services. Cette dernière n'a pas pu être compensée par la hausse du solde positif des transferts courants soutenue par les appuis financiers extérieurs, constitués d'aides budgétaires et humanitaires. Ces appuis financiers proviennent notamment de l'Union européenne, de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, de la France et de l'Angola. Le déficit courant se creuserait davantage, à -9,6 % du PIB en 2015.

**Figure 5: Solde du compte courant en % du PIB 2011-2015**



Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2015.

Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur, la baisse des exportations entamée en 2013 s'est poursuivie au rythme de 17,5 % en 2014, en liaison avec le recul continu des exportations de produits agricoles et l'arrêt de la commercialisation du diamant imposé en mai 2013 dans le cadre du processus de Kimberley. Avec une part de 84 %, les bois tropicaux ont constitué l'essentiel des exportations de la République centrafricaine au cours de l'année 2014. Profitant de la levée partielle de l'embargo sur le diamant et de la sécurisation progressive des zones de production agricole, les exportations augmenteraient de 31,8 % en 2015. Compte tenu de la part importante du bois brut dans les exportations totales de la République centrafricaine, ce pays devrait mieux valoriser cette ressource naturelle, en investissant notamment dans les secteurs de la deuxième et troisième transformation du bois, dans la perspective de gains plus élevés en termes de valeur ajoutée.

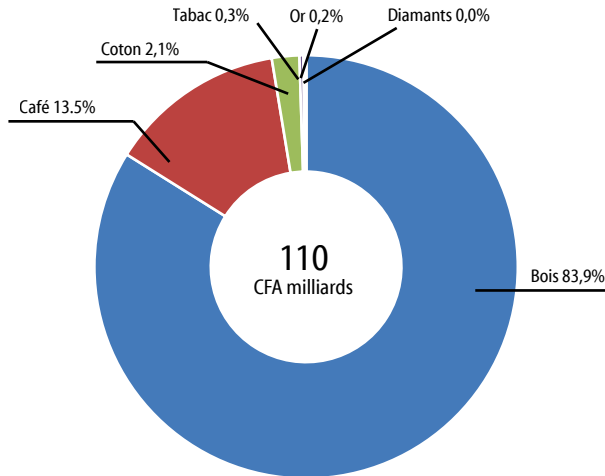
Les importations en 2014 ont été majoritairement constituées de produits manufacturés et de produits agricoles à hauteur de 60 %. Cette tendance se poursuivrait en 2015 avec une augmentation de 11,6 %, à un rythme moins soutenu que celui des exportations en raison du tassement des prix internationaux des hydrocarbures. Malgré cette évolution, la balance commerciale resterait déficitaire, car les importations dominent nettement les exportations en valeur.

### 3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement

La hausse du solde positif des transferts courants soutenue a coïncidé avec une hausse de l'excédent du compte capital et des opérations financières. Les investissements directs étrangers, après la baisse brutale de 70 millions de dollars en 2012 à 1,85 million de dollars en 2013 liée à la guerre civile n'ont augmenté que timidement en 2014, pour se situer à 3,48 millions de dollars, à cause de

**Figure 6: Structure du commerce extérieur (2014)**

Répartition des exportations par produit  
(en pourcentage du total des exportations)



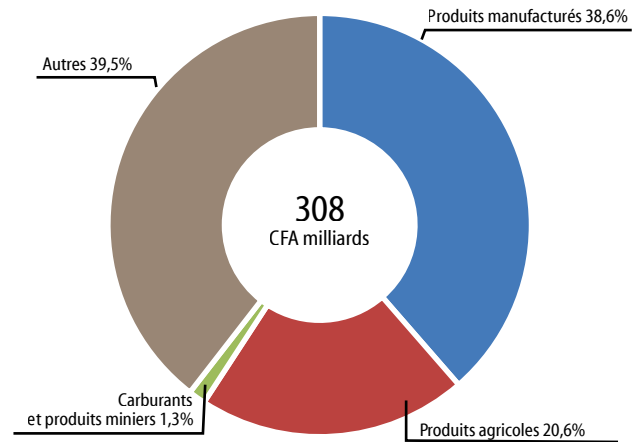
Source: Banque des États d'Afrique centrale, 2014

la méfiance continue des investisseurs étrangers n'ayant pas la garantie d'un retour à une paix durable dans le pays.

En dehors de l'insécurité et de l'instabilité politique, l'excès de réglementation et la corruption découragent les investisseurs aussi bien étrangers que nationaux dont un certain nombre préfèrent opérer dans le secteur informel. Pour preuve, la République centrafricaine a été classée 185<sup>e</sup> sur 189 pays dans l'édition 2015 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale (2015) consacré au climat des affaires au niveau mondial.

Avant l'avènement de la crise sociopolitique, l'essentiel des investissements directs étrangers était orienté vers le secteur des industries extractives, de la sylviculture et de l'agriculture, dans la mesure où le pays regorge de ressources naturelles et de vastes terres arables. Ce sont les secteurs du bois et des diamants qui attirent le plus d'investissement direct étranger. La France, le Japon et la Chine sont les principaux pays qui investissent en République

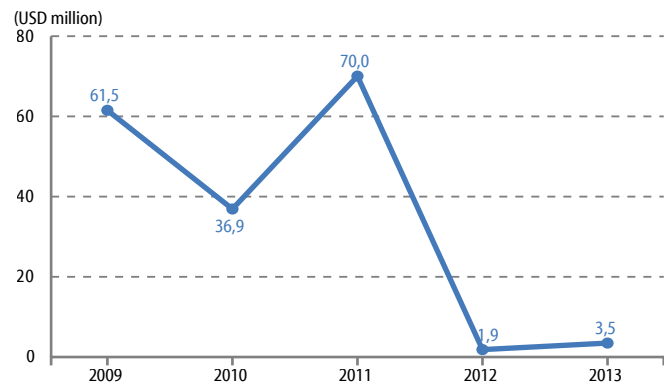
Répartition des importations par produit  
(en pourcentage du total des importations)



Source: Organisation mondiale du commerce, 2015.

centrafricaine (Organisation de coopération et de développements économiques, 2015; et Chen, Dollar et Tang, 2015).

**Figure 7: Flux nets d'IDE entrant en RCA en millions de dollars (2010-2014)**



Source: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2015.

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Les indicateurs sociaux se sont considérablement dégradés à cause de la crise, entraînant une perturbation de la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement et rendant impossible leur réalisation. A cette situation générale s'ajoute celle, particulière, de l'extrême précarité d'une population croissante de déplacés internes du fait du climat d'insécurité. La capacité des autorités à maintenir les systèmes d'éducation et de santé a souvent été érodée par les difficultés budgétaires imposées par les crises du fait du tarissement des ressources fiscales et de l'absorption des maigres ressources de l'État par les dépenses militaires et de sécurité.

### 4.1 Dynamique démographique

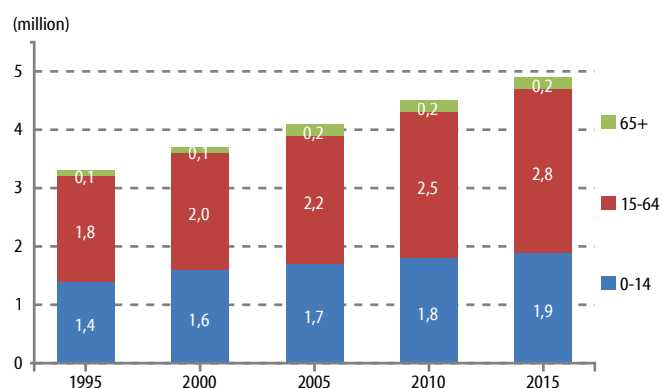
La population de la République centrafricaine est estimée à 4,9 millions d'habitants en 2015, selon la Division de la population, avec un taux d'accroissement naturel de 2,0 % et une densité moyenne de 7,9 habitants au km<sup>2</sup>. Cette population en grande partie rurale (60 % de la population) est constituée en majorité de jeunes. La catégorie qui va de 0 à 14 ans représente 39 % de la population, celle qui regroupe les 15-64 ans représente 57 % de la population. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent 4 % de la population.

### 4.2 Pauvreté et emploi

La proportion de la population disposant d'un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour était de 62,8 % en 2008 dont la grande majorité en milieu rural.

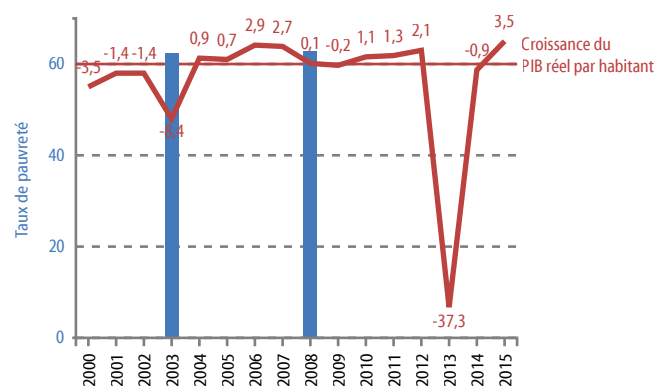
Cette pauvreté se caractérise par une absence d'opportunités économiques aggravée par une absence des services de l'État, y compris les services sociaux de base.

**Figure 8: Population de la RCA, en millions d'habitants**



Source: Division de la population de l'ONU, 2015.

**Figure 9: Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB réel par habitant en %**



Source: Division de statistique de l'ONU et Fonds monétaire international.

Le pays n'a pas été en mesure d'atteindre l'objectif de réduction de la faim. Avec 37,6 % de sa population dénutrie en 2013, la République centrafricaine a le taux le plus élevé en Afrique centrale. Par ailleurs l'enquête Standardized Monitoring And Assessment of Relief and Transitions (SMART)<sup>5</sup> 2014, réalisée dans le pays par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a mis au jour un taux de malnutrition aiguë sévère sur l'ensemble du pays de 1,9 %, sachant que le seuil d'urgence se situe à 2 %. La même enquête indique que les retards de croissance ont dépassé le seuil d'urgence de 40 % dans sept des 16 préfectures et dans la capitale Bangui<sup>6</sup>. Une des raisons de l'insécurité alimentaire est imputable, entre autres, à la faiblesse de la production agricole. Selon une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, réalisée en 2014, la production agricole en République centrafricaine était inférieure d'environ 60 % au niveau moyen de production pré-crise du pays. Cela met les populations dans une situation alimentaire critique. L'agriculture et le petit élevage, principales sources d'activités et de revenus sur l'ensemble du pays, continuent de subir les effets de l'insécurité des récoltes, des conflits avec les transhumants, de la mauvaise qualité et du manque d'intrants ainsi que de l'absence d'opportunités pour la commercialisation.

La question de l'emploi notamment celui des jeunes en République centrafricaine reflète les problèmes sociaux, politiques et économiques des dernières décennies. Le taux de chômage élevé et l'absence de réelles opportunités sont aggravés par la structure démographique du pays avec près de 70 % de la population qui a moins de 15 ans (Programme des Nations Unies pour le développement, 2014). Cette structure démographique est caractérisée

<sup>5</sup> SMART est une enquête à indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, attribuables, pertinents, réalistes, limités dans le temps, opportuns, faciles à suivre et ciblés.

<sup>6</sup> Il s'agit d'un problème majeur, car les retards de croissance sont irréversibles et peuvent avoir des conséquences considérables pour le développement global d'un pays. Un enfant souffrant de retard de croissance n'est pas seulement trop petit pour son âge, il peut aussi être victime d'un retard de développement du cerveau et de ses capacités cognitives, ce qui compromet ses résultats scolaires et ses revenus d'emploi potentiels pour l'avenir.

par la prédominance des jeunes (dont le taux de chômage est de 14,2 % en 2012) et, surtout, par l'absence d'une politique spécifique en faveur de l'emploi en général et pour les jeunes en particulier. Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (2011-2015) souligne l'inexistence d'une politique nationale d'emploi et de formation professionnelle et la faiblesse du secteur privé. Dans ce dernier, la législation du travail n'est pas pleinement appliquée par les entreprises, du fait de l'importance de l'activité informelle et de la faible capacité d'embauche des entreprises, suite aux destructions de biens en capital et matériels lors des conflits.

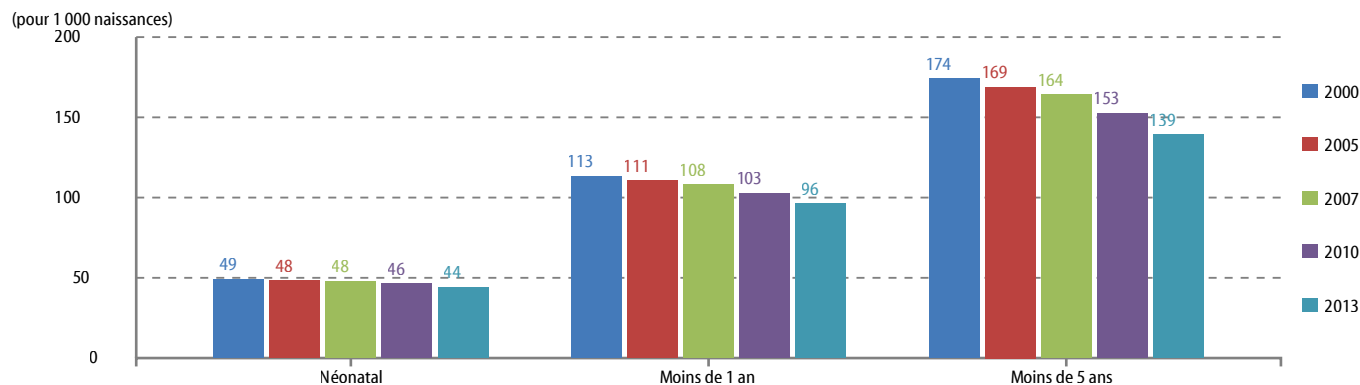
La Banque mondiale a mobilisé 20 millions de dollars en juillet 2015 auprès de l'Association internationale de développement pour aider le Gouvernement centrafricain à créer des emplois grâce à la mise en œuvre de travaux d'entretien routier. Le projet devrait profiter à 35 500 habitants des zones rurales en procurant des revenus aux familles et en donnant aux personnes vulnérables la possibilité d'exercer des activités et un rôle productif.

### 4.3 Santé

L'espérance de vie à la naissance a été évaluée à 50 ans en 2013, en hausse continue depuis 2001 où elle se situait à 44 ans. L'espérance de vie des Centrafricains est bien en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui était de 58 ans en 2013 (Banque mondiale) et pourrait se dégrader comme une des conséquences de la guerre.

En matière de réduction de la mortalité infantile, bien que des progrès aient été réalisés depuis 2000 les niveaux restent élevés et s'expliquent essentiellement par la faiblesse des systèmes de santé (centres de santé inopérants, quelquefois abandonnés pour des raisons de sécurité et d'absence de matériel de première nécessité). Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans



**Figure 10: Taux de mortalité infantile et infanto-juvénile (pour 1000 naissances vivantes)**

Source: Division de statistique de l'ONU.

pour 1 000 naissances vivantes est de 139,2 en 2013. Les progrès de la réduction des décès néonataux sont également insuffisants. Les causes de mortalité néonatale les plus fréquentes sont notamment les complications de la prématurité, les complications de l'état périnatal, la septicémie, la méningite et la pneumonie avant ou pendant l'accouchement.

En ce qui concerne la santé maternelle, le taux de mortalité maternelle en République centrafricaine est parmi les plus élevés au monde. En 2013, sur les 18 pays affichant les taux de mortalité maternelle les plus importants (supérieurs à 500 pour 100 000 naissances vivantes) à l'échelle mondiale, 16 se trouvaient en Afrique dont 5 en Afrique centrale. Avec 880 décès pour 100,000 naissances vivantes, la République centrafricaine a le deuxième taux de mortalité le plus élevé derrière le Tchad.

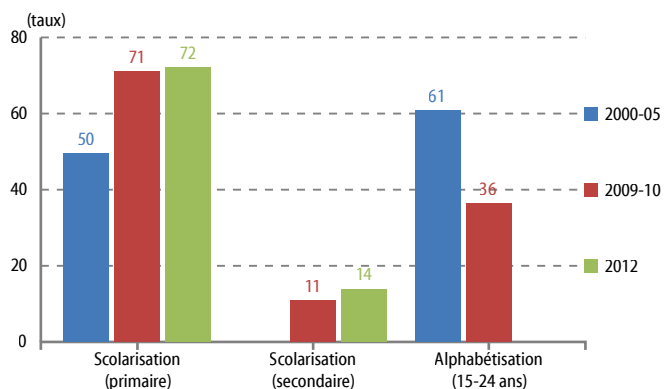
La République centrafricaine a progressé lentement en matière de lutte contre le VIH/sida. Le taux de prévalence du VIH/sida dans la population adulte (15-49 ans) pour l'année 2013 était de 3,8 % contre 3,6 % en 1990 (Division de statistique de l'ONU, 2015). La prévalence est estimée à 7,8 % chez les femmes adultes et les taux atteignent

11 % dans certaines régions (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2014). Le conflit a fortement exacerbé la situation. Tout d'abord, l'insécurité a entravé l'accès des femmes aux consultations prénatales, empêchant ainsi le dépistage précoce du VIH afin de fournir un traitement et prévenir la transmission de la mère à l'enfant. Pendant la crise, de nombreuses femmes fuyant les violences se sont cachées dans la brousse, sans accès aux services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant. En outre, lors de la crise, les violences sexuelles perpétrées par les hommes en arme ont contribué à l'augmentation des taux de transmission.

## 4.4 Éducation

Des progrès significatifs ont été accomplis pour ce qui est du taux net de scolarisation. Le taux net de scolarisation garçons et filles confondus dans le primaire est passé de 49,6 % entre 2000 et 2005 à 72,2 % en 2012. Toutefois au cours des dernières années, l'enseignement primaire a enregistré plusieurs années blanches successives du fait de la mauvaise gestion du corps enseignant (non-paiement des salaires et des budgets de fonctionnement). Pour l'année 2013, les dépenses publiques allouées à l'éducation ont représenté seulement 1,23 % du PIB, bien loin des normes internationales.

**Figure 11: Taux net de scolarisation du primaire/ secondaire et taux d'alphabétisation de 15-24 ans**



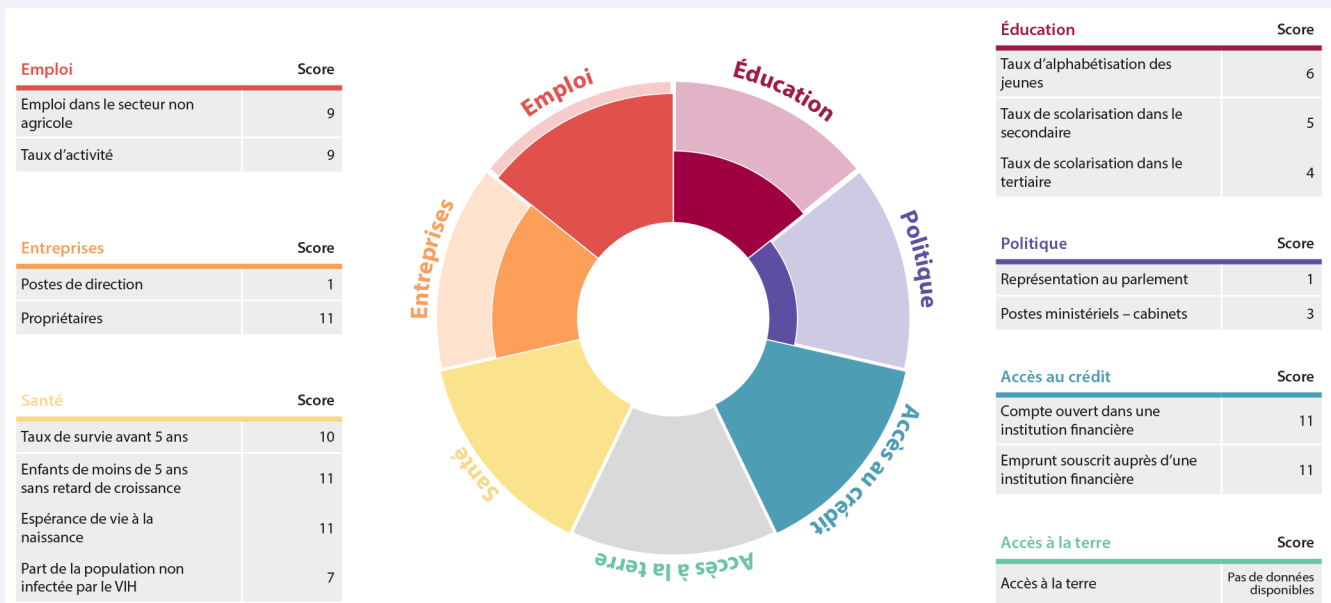
Source: Banque mondiale, 2016.

## 4.5 Fiche d'évaluation de l'égalité des sexes de la Commission de l'Union africaine\*

L'Union africaine a proclamé 2015, *Année de l'autonomisation et de la promotion de la femme en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique*, dans le but d'imprimer un élan à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes sur le continent. En vertu de cet engagement, elle a élaboré une fiche d'évaluation de l'égalité des sexes en Afrique. Cette fiche vise à évaluer la situation en matière d'égalité des sexes et

d'autonomisation des femmes dans sept secteurs essentiels qui concourent à la transformation de la vie des femmes en assurant leur contribution à une croissance diversifiée, soutenue et inclusive. Ces secteurs essentiels sont les suivants: emploi, secteur des entreprises, accès au crédit, accès à la terre, participation à la vie politique et à la prise de décisions, santé et éducation aux niveaux du secondaire et de l'enseignement supérieur.

**Interprétation du diagramme circulaire :** Les résultats sont notés de 0 à 10, sachant que 0 correspond au pire niveau d'inégalité, 5 à une parité intermédiaire et 10 à une parité parfaite. La parité parfaite se traduit par une situation où les hommes et les femmes sont représentés à parts égales, quel que soit le degré de développement de la variable ou de l'indicateur évalué(e). Certains pays obtiennent un score supérieur à 10, ce qui signifie que les femmes jouent potentiellement un rôle plus décisif que les hommes dans le sous-secteur considéré du pays en question. Il convient toutefois de ne pas tirer de conclusions hâtives sur la seule foi des résultats, en particulier lorsqu'il existe de grandes variations d'un pays à l'autre en ce qui concerne les réalisations en matière de développement\*\*.



\* Les données utilisées pour calculer les résultats proviennent de plusieurs bases de données et sources internationales, à savoir : Division de statistique du Secrétariat de l'ONU, indicateurs de développement, base de données sur l'intégration financière mondiale et enquêtes globales de la Banque mondiale, base de données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'égalité des sexes et les droits fonciers, Bureau international du Travail (BIT), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Division de la population du Secrétariat de l'ONU, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Union interparlementaire (UIP) et certaines sources de données nationales. Pour l'indicateur concernant l'accès à la terre, les données sont tirées de plusieurs sources; l'établissement des résultats et l'harmonisation des cadres législatifs ont été réalisés en interne par le Centre africain pour la statistique et le Centre africain pour le genre.

\*\* Le diagramme circulaire provient de la fiche d'évaluation de l'égalité des sexes, élaborée par la Commission de l'Union africaine et présentée aux chefs d'État et de gouvernement à la vingt-cinquième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, en juin 2015.

# 5

## PRINCIPAUX DÉFIS

Au-delà des implications politiques, la crise de 2013 a eu un impact néfaste aussi bien sur la situation économique que sur les conditions sociales en République centrafricaine. L'économie s'est davantage fragilisée et les ressources financières collectées en interne pour accompagner le développement du pays ont continué de se raréfier. Cette situation a particulièrement affecté l'agriculture dont l'atonie a exacerbé l'insécurité alimentaire. La fuite de la population et le pillage des récoltes et des autres moyens d'existence ont en effet entraîné une réduction de la production agricole, dont dépend plus de 70 % de la population. La crise a par ailleurs réduit l'accès aux activités génératrices de revenus ainsi qu'aux marchés, entraînant la hausse du prix des denrées alimentaires. La destruction des moyens de subsistance en milieu rural et celle des emplois en milieu urbain a aggravé le chômage des jeunes et a rendus ces derniers vulnérables à la manipulation et au recrutement par les milices. La crise a en outre provoqué un effondrement des services sociaux de base, qui étaient déjà quasi-inexistants dans certains secteurs ou ne couvraient que très partiellement le territoire national. Une autre des conséquences du conflit a été le délabrement des infrastructures de transport, de communication, d'éducation, d'approvisionnement en eau potable et de santé (Assessment Capacities Project, 2014). L'administration du territoire a particulièrement été ciblée par des pillages qui ont aggravé une situation qui était déjà précaire.

Au vu de ce qui précède, une reconstruction post-conflit est un préalable à un retour à la normale qui permettrait à la République centrafricaine de s'engager sur la voie de la transformation structurelle de son économie. L'expérience d'autres pays ayant connu des crises similaires, tels que la Sierra Leone et le Libéria, pourrait servir de référence à cet égard.

### 5.1 Tirer les leçons des expériences du Libéria et de la Sierra Leone

Malgré les dégâts causés par les guerres au Libéria (de 1989 à 1996) et en Sierra Leone (de 1991 à 2002), les différentes parties et la communauté internationale sont parvenues à mettre en place des programmes de reconstruction post-conflit qui ont permis le retour à la paix et la relance économique dans ces pays. Selon le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2007), la Sierra Leone a pu se reconstruire grâce à : i) une répartition plus équitable des revenus tirés des ressources naturelles; ii) une politique de décentralisation qui a amélioré la gouvernance du pays; iii) des réformes pour rendre le système judiciaire plus fiable; iv) la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation; v) la réforme du secteur public, la formation et le renforcement des capacités des administrations; vi) la réforme du système de sécurité et la réorganisation des forces armées et de la police. En outre, le dialogue et l'engagement des diverses parties pour la paix suite au Protocole d'Abuja de 2001 ont été déterminants dans le processus de

désarmement, de démobilisation et de réinsertion des combattants.

En ce qui concerne le Libéria, les partis politiques et les institutions de la société civile se sont engagés dans un processus de paix facilité par la communauté internationale, sous l'égide des États-Unis. Ainsi, avant juillet 2006, presque tous les enfants ex-combattants étaient réintégrés dans leurs communautés d'origine (Cook, 2010). Par ailleurs la reconstruction du pays a été facilitée par le retour et la participation au processus de reconstruction d'un nombre élevé de Libériens qualifiés, en plus du regain d'intérêt de l'assistance technique et des investisseurs étrangers.

## 5.2 L'indispensable appui de la communauté internationale

Au regard des nombreux défis à relever et du caractère limité des ressources internes, la mobilisation des partenaires au développement est nécessaire pour la reconstruction post-conflit de la République centrafricaine. Toutefois, le niveau insuffisant de l'aide internationale accordée jusqu'à présent à ce pays semble traduire le peu d'enthousiasme de la communauté internationale. À titre d'exemple, les États-Unis à eux seuls avaient contribué à hauteur de 361,55 millions de dollars au titre de l'aide au Libéria en 2010 (Cook, 2010), alors qu'en juillet 2015 seuls 129,6 millions de dollars, soit 21 % des 613 millions de dollars proposés pour l'aide humanitaire à la République centrafricaine en 2015, avaient été fournis par l'ensemble des bailleurs des fonds (Centre du commerce international, 2015).

Il faut cependant saluer l'option prise par le système des Nations Unies et la Banque mondiale qui, face à la crise, ont recadré leurs stratégies d'intervention en prenant en compte le relèvement immédiat du pays. En effet, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de la République centrafricaine pour la période 2012-2016 prend en

compte le contexte post-conflit et d'État fragile, en intégrant les aspects relatifs à la consolidation de la paix et au développement. C'est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour le développement a mis en place un programme ad hoc articulé sur trois axes: i) l'appui à la transition institutionnelle, ii) le désarmement, démobilisation et la réinsertion et iii) le relèvement immédiat intégré avec plusieurs composantes (travaux des programmes d'investissements à haute intensité de main-d'œuvre, micro finance, protection des droits de l'homme, gouvernance locale et inclusion sociale, énergie renouvelable et ressources naturelles, VIH/sida et égalité hommes-femmes et jeunes). La Banque mondiale a aussi mobilisé 30 millions de dollars afin de rétablir les salaires des fonctionnaires ainsi que les services publics essentiels.

Il faudra toutefois aller au-delà des efforts déjà consentis et faire en sorte que les partenaires bilatéraux et multilatéraux travaillent davantage en synergie. Ils doivent en outre augmenter le volume de l'aide internationale accordée à la République centrafricaine, pour couvrir non seulement les besoins humanitaires (estimés à 612,9 millions de dollars par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour 2015) mais aussi rétablir les bases de la réconciliation nationale, remettre en état les infrastructures et aider à la mise en place des institutions crédibles.

## 5.3 Principales recommandations pour la reconstruction post-conflit en République centrafricaine

Au terme de l'analyse relative à la situation économique, sociale et sécuritaire de la République centrafricaine, plusieurs enseignements peuvent être déduits, desquels découlent les recommandations suivantes:

*Restauration de l'état de droit.* Cela constitue l'un des premiers défis à relever pour une réhabilitation post-conflit réussie en République centrafricaine.

Ceci est primordial dans un pays où l'insécurité est aussi le fait d'un système judiciaire quasi inexistant ou peu fiable et de l'absence d'une véritable police républicaine. Des fonds importants devraient notamment être alloués à la formation des autorités judiciaires et des forces de police. Afin de maîtriser les circuits des flux illicites de capitaux en République centrafricaine et empêcher le fonctionnement des réseaux impliqués, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine devrait venir en aide à la police nationale. Une suggestion pertinente faite par International Crisis Group est de créer une unité spéciale au sein de la Mission à cette fin.

*Création d'une plate-forme de dialogue* entre les parties au conflit, à l'instar des expériences du Libéria et de la Sierra Leone. La priorité devra être de faciliter le dialogue entre ex-Séléka et Anti-Balaka, et d'organiser des échanges entre l'opposition, le Gouvernement et la société civile. Pour garantir la sécurité du pays tout entier, le nouveau Gouvernement devra s'employer à dépolitiser les forces de sécurité, après l'exercice de désarmement, démobilisation réinsertion et réintégration des ex-combattants et des milices. Compte tenu du nombre élevé d'armes légères en circulation, il serait opportun de mettre en place un programme visant la réintégration des jeunes combattants dans la vie sociale et comprenant des volets formation et emploi. La formation et l'implication des jeunes anciens combattants dans des projets à forte intensité de main d'œuvre devraient être privilégiées, notamment dans le secteur agricole.

*Amélioration des performances macroéconomiques* à travers notamment le rétablissement de l'équilibre des finances publiques, et le retour à un taux d'inflation conforme à la norme communautaire. L'amélioration des performances économiques ne peut que contribuer à améliorer les conditions de vie de la population, en ce qui concerne, entre autres, l'éducation et la santé, et de fait faciliter la réinsertion dans la vie civile des ex-belligérants.

*Augmentation significative du budget* alloué à l'éducation et à la santé, à l'agriculture et au développement rural, aux infrastructures et à la gouvernance. En cela, un large consensus devrait porter sur le suivi de l'allocation et le contrôle étatique des ressources, y compris l'aide reçue.

*Amélioration de la qualité des institutions.* Ceci est primordial dans la mesure où de bonnes institutions sont consubstantielles à une attractivité plus grande des investissements du fait de l'instauration d'un cercle vertueux favorable à l'expansion des affaires.

Les crises politiques et la guerre civile en République centrafricaine ont relégué les questions de développement économique et social du pays au second plan au cours des dernières années. En effet, bien avant la crise actuelle, la République centrafricaine était déjà considérée comme un État fragile, affaibli par l'instabilité politique et caractérisé par un niveau élevé de pauvreté. La crise de décembre 2012 a exacerbé des tensions structurelles préexistantes. Des mesures hardies devront alors être prises pour éviter une exacerbation de la crise, instaurer la confiance entre les acteurs politiques et juguler l'exploitation illicite des ressources naturelles qui jusque-là a permis aux groupes armés de poursuivre leurs manœuvres de déstabilisation du pays.

Dans ce contexte, il est urgent pour la communauté internationale de s'engager davantage aux côtés des autorités nationales pour renforcer le dialogue politique, la reconstruction post-conflit et la mise en place d'institutions efficaces en vue d'un retour à la normale en République centrafricaine.

Un cadre stratégique multidimensionnel est par conséquent un préalable au succès de la transition post-conflit de la République centrafricaine. Pour ce faire, il convient de procéder à une analyse des principaux déterminants des crises et des conflits en République centrafricaine avant d'aborder la problématique de la relance économique et de la transformation structurelle.

# 7. ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DES DONNÉES NATIONALES

## **Note de méthodologie sur l'évaluation de la qualité des données**

La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs: un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évaluées la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Principaux indicateurs macroéconomiques et sectoriels	Valeur	Évaluation
PIB en prix courants (en milliards de francs CFA)	834,3 (2014)	1
Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	0,5 (2014)	1
Taux d'inflation (en pourcentage)	17,8 (2014)	1
Balance des paiements courants (en pourcentage du PIB)	-5,7 (2014)	1

### Code des sources de données

1. Banque centrale des États d'Afrique centrale



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACAPS (2014), ABC Analyse des besoins de crise, République centrafricaine <http://www.acaps.org/img/documents/r-140213-abc-rca-last.pdf>.
- BAD, OCDE et PNUD (2015), Perspectives économiques en Afrique, République centrafricaine [http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2015/CN\\_data/Cn\\_Long\\_FR/Republique\\_Centrafricaine\\_2015.pdf](http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2015/CN_data/Cn_Long_FR/Republique_Centrafricaine_2015.pdf).
- Banque des Etats de l'Afrique centrale (2015), Annexes conjoncture CEMAC, juillet 2015.
- Banque mondiale (2015), « République centrafricaine: la Banque mondiale finance la création d'emplois dans les travaux publics au profit des familles rurales », Communiqué de presse du 30 juillet 2015.
- <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/07/30/world-bank-brings-public-works-jobs-to-rural-families-in-central-african-republic>.
- BIKAI Jacques Landry et KENKOUO Guy Albert(2015), Analyse et évaluation des canaux de transmission de la politique monétaire dans la CEMAC : une approche SVAR et SPVAR, BEAC Working Paper - BWP N° 02/15, janvier 2015.
- [https://www.beac.int/download/BEAC\\_Working\\_Paper\\_02\\_15.pdf](https://www.beac.int/download/BEAC_Working_Paper_02_15.pdf).
- Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) (2007) : Document DDR post-conflit : l'Unité gouvernance, dynamique des conflits, paix et sécurité.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Commission de l'Union africaine (CUA) (2015), Report on the state-of-play of progress towards regional free trade areas (FTAs) at regional economic community level, both in the tripartite and other regional economic communities. Document présenté lors de la huitième Conférence des ministres africains du commerce, Addis-Abeba, 8-15 mai 2015.
- CEA et CUA (2015a), Africa Regional Integration Index: emerging findings. Document présenté lors d'une manifestation en marge de la huitième Conférence des ministres de l'Union africaine et de la CEA, Addis-Abeba, 16 mars 2015.
- CEA, BAD et CUA (2012), État de l'intégration régionale en Afrique V: vers une zone de libre-échange continentale africaine, Addis-Abeba, Nations Unies.
- CEA, BAD et CUA (2013), État de l'intégration régionale en Afrique VI: harmonisation des politiques visant à transformer l'environnement commercial, Addis-Abeba: CEA.
- CTI (2015). Calculs des auteurs réalisés à partir de la base de données MacMap du CTI, accessible sur <http://macmap.org/Default.aspx?lang=fr-FR>.
- Cook, Nicolas (2010): Liberia's Post-War Development: Key Issues and U.S. Assistance, Specialist in African Affairs May 19, 2010, Congressional Research Service (Washington, DC).
- <https://www.fas.org/sgp/crs/row/RL33185.pdf>.
- Division de statistique de l'ONU (2015), Calculs des auteurs réalisés grâce aux statistiques de la base de données Comtrade de l'ONU (<http://comtrade.un.org/>) et des données à intégrer dans la comptabilité nationale, accessibles sur <http://data.un.org/>.

FAO (2014), « République centrafricaine : l'agriculture et les familles pâtissent de l'insécurité », FAO en situations d'urgence, 29 octobre 2014 <http://www.fao.org/emergencies/la-fao-en-action/histoires/histoire-detail/fr/c/264225/>.

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/07/30/world-bank-brings-public-works-jobs-to-rural-families-in-central-african-republic>.

International Crisis Group (2014), The Central African Crisis: From Predation to Stabilization, Africa Report No 279 17 June 2014.

<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/central-african-republic/219-la-crise-centrafricaine-de-la-predation-a-la-stabilisation-english.pdf>.

PNUD (2006), Pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au service du développement humain : Contraintes et défis pour la République centrafricaine.

[http://www.cf.undp.org/content/dam/car/docs/pauvret%C3%A9/rcafb\\_pnudrca-croissancepropauvre-et-dh.pdf](http://www.cf.undp.org/content/dam/car/docs/pauvret%C3%A9/rcafb_pnudrca-croissancepropauvre-et-dh.pdf).

PNUD (2013), Note sur la situation économique en RCA <http://www.cf.undp.org/content/car/fr/home/library/Notes-pratiques-et-resultats/note-sur-la-situation-economique-de-la-rca.html>.

PNUD (2014), Enquête et analyse socioéconomique des ménages et opérateurs économiques à Bangui et à Bimbo, mai 2014.

<http://www.cf.undp.org/content/car/fr/home/library/poverty/enquete-et-analyse-socioeconomique-des-menages-et-operateurs-eco.html>.

UNCTADStat, 2015. Calculs des auteurs réalisés à partir des statistiques de la base de données UNCTADStat, accessible sur <http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>.

UNICEF (2014), « Les enfants dans la crise en République centrafricaine » Un rapport d'activité à quatre mois, mai 2014.

[https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/UNICEF\\_RCA\\_4\\_MOIS.pdf](https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/UNICEF_RCA_4_MOIS.pdf).

UNICEF (2015), « Malnutrition en République centrafricaine : les 5 choses que nous avons apprises », blog de l'UNICEF du 17 février 2015.

<https://blogs.unicef.org/fr/blog/malnutrition-en-republique-centrafricaine-les-5-choses-que-nous-avons-apprises/>.

Wenjie Chen, David Dollar and Heiwei Tang (2015), China's direct investment in Africa: Reality versus myth, blog de The Brookings Institution.

<http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/09/03-china-africa-investment-trade-myth-chen-dollar-tang>.

World Bank (2015), Doing Business 2015: Going Beyond Efficiency <http://www.doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/English/DB15-Full-Report.pdf>.

<http://data.un.org/Data.aspx?d=MDG&f=seriesRowID%3A553>

<http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS>

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.CD> (ODA)

[http://www.indexmundi.com/fr/republique\\_centrafricaine/](http://www.indexmundi.com/fr/republique_centrafricaine/)

<http://knoema.com/atlas/Central-African-Republic>

<http://www.fao.org/countryprofiles/index/en/?iso3=CAF>

<http://faostat.fao.org/desktopdefault.aspx?pageid=342&lang=en&country=37>

<http://www.globalhumanitarianassistance.org/countryprofile/central-african-republic>

<http://www.oecd.org/dac/stats/officialdevelopmentassistancedefinitionandcoverage.htm>

<https://docs.unocha.org/sites/dms/CAR/CAR%20SRP%202015.pdf>

<http://data.unhcr.org/car/regional.php>

[http://www.mdscbenin.org/IMG/pdf/PRESENTATION\\_-\\_GOZ.pdf](http://www.mdscbenin.org/IMG/pdf/PRESENTATION_-_GOZ.pdf)

<http://www.migrationpolicy.org/article/liberia-challenges-post-conflict-reconstruction>

<http://www.migrationpolicy.org/article/liberia-challenges-post-conflict-reconstruction>

<http://www.peaceau.org/en/page/70-post-conflict-reconstruction-and-development-pcrd#sthash.4xUhDgYk.dpuf>

